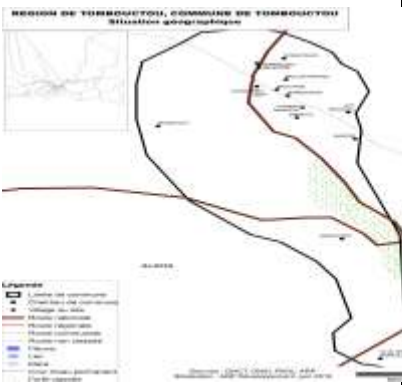


RAPPORT

Evaluation Rapide de Protection des Personnes déplacées internes d'Almaritan (Hamzakoma) à Tombouctou ville dans les quartiers de Djingarey-Ber (SanFil) et Bariz.

 <p>Latitude : N 16°45'24'' Longitude : 03°0'51'' Altitude : 247,1m Précision : 7,9</p>	Dernière mise à jour	03/11/2021
	Dates de l'ERP	09 au 13/11/2021
	Localités affectées	<p>Localité de départ Région de : Tombouctou Cercle de : Gourma Rharous Commune de : Hamzakoma Village de : Almaritan</p> <p>Localité d'accueil : Région de : Tombouctou Cercle de : Tombouctou Commune de : Tombouctou. Village/quartiers : Djingarey-Ber (San Fil), Bariz.</p>
Population affectées	<p>Cette évaluation a ciblé la population déplacée interne vivant dans des familles d'accueil dans les quartiers de Djingarey-Ber (San Fil) et Bariz à Tombouctou composée essentiellement de la communauté Tamasheq.</p> <p>En termes de couverture géographique dans la ville de Tombouctou qui est le site d'accueil (Djingarey-Ber (San Fil) et Bariz) précisément dans les familles d'accueil, la collecte des informations a couvert au total 42 ménages soit 250 personnes dont 55 hommes, 62 femmes, 75 garçons et 57 filles.</p>	

	<p>Déclencheur de l'ERP</p>	<p>Le 29/10/2021, le comité de veille et crise de Tombouctou a informé l'équipe RRM/NRC qui à son tour a partagé une alerte selon laquelle le village d'Almaritan commune rurale de Hamzakoma a fait l'objet de frappes aériennes de la force Barkhane dans la zone de Hamzakoma le 17 octobre 2021 dues à la forte présence des groupes armés à idéologie religieuse. Cette opération de la force Barkhane a occasionné le déplacement de certains membres de la communauté d'Almaritan (Hamzakoma) à Tombouctou ville dans les quartiers de Djingarey-Ber (San Fil) et Bariz. Les déplacés se trouvent tous dans des familles d'accueil.</p> <p>Après vérification de l'alerte auprès du service local du développement social de Tombouctou, la mairie et l'équipe RRM/NRC qui en charge de la veille dans le cercle de Tombouctou qui ont confirmé l'alerte. L'équipe Protection NRC, s'est positionnée pour conduire une Evaluation Rapide de Protection.</p>				
	<p>Méthodologie</p>	<p>Les approches utilisées pour la collecte des informations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres et implication des autorités administratives et locales (Préfecture, service local du Développement Social du cercle de Tombouctou, Mairie, chef de quartier) ; • Organisation des groupes de discussion séparés par sexe et âge, des entretiens avec des informateurs clés et des observations directes de l'équipe. <ul style="list-style-type: none"> - 01 Groupe de discussions hommes de 25 à 40 ans, - 01 Groupe de discussion homme de 50 à 60 ans - 01 Groupe de discussion femme de 18 à 25 ans, - 01 groupe de discussion femme de 25 à 40 ans, - 01 Informateur clés hommes de 26 à 40 ans et de 50 à 60 ans, - 01 Informatrice clés femmes de 26 à 40 ans et 50 à 60 ans - 04 observations directes de l'équipe. 				
	<p>Résumé des problèmes rapportés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Assassinats - Agressions physiques (Coups et blessures), - Viols collectifs - enlèvement de filles à des fins d'esclavage sexuel 	<ul style="list-style-type: none"> - Enlèvements /tortures, - arrestations arbitraires - enfants enlevés pour être utilisés comme combattants 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de documentation civil (CNI, AN etc... 	<ul style="list-style-type: none"> - Perte/abandon de biens matériels, de bétail 	<ul style="list-style-type: none"> -Restriction de mouvement -Détresse psychologique et émotionnelle

		- Mariage forcé.				
	Résumé de la situation et recommandations au Cluster Protection	<p>PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL DE L'ALERTE QUI A DECLENCHE L'ERP : Suite aux multiples attaques, aux menaces et opérations des groupes armés à idéologie religieuse dans la commune de Haribomo, la force barkhane a procédé à des frappes aériennes le 17 octobre 2021 afin de débusquer les éléments de ces groupes armés. Suite à ces frappes qui ont semé la peur chez les habitants du village d'Almaritan de la commune de Hamzakoma, certains habitants du village ont fui pour trouver refuge dans la ville de Tombouctou au sein des familles d'accueil à Djingarey-Ber (San Fil) et Bariz le 29/10/2021. En plus des frappes, ces personnes ont fui aussi à cause des violations graves des droits de l'homme qui sont récurrents comme : les assassinats ciblés, les arrestations arbitraires, les menaces d'assassinats et d'enlèvements, les intimidations. Dès leur arrivé dans la ville, les personnes déplacées internes ont été installées chez leurs parents dans des familles d'accueil dans lesquelles ils bénéficient de l'aide de leurs parents qui partagent avec elles ce qu'ils ont. Les conditions de vie y sont difficiles en raison du manque de couchettes (couverture, moustiquaire, nattes) ainsi que d'habits. Pour le moment ces personnes affirment qu'elles n'ont reçu aucune assistance par rapport à leurs besoins de la part des acteurs humanitaires ou de l'Etat.</p> <p>PRESENTATION/DESCRIPTION DU SITE DE L'ERP : La Commune Urbaine de Tombouctou est située dans la région de Tombouctou qui couvre une superficie de 497 926 km². Elle est située entièrement dans la partie septentrionale entre le 15^{ème} et le 25^{ème} parallèle de latitude Nord ; entre le 3^{ème} et le 4^{ème} degré de la longitude Ouest.</p> <p>Avec ses 21 km², la commune urbaine de Tombouctou ne représente que 0,006% de la superficie totale du cercle et 0,004% de celle de la région.</p> <p>Sa population est estimée sur la base de la projection 2018 du SLPSIAP Tombouctou à 73 023 habitants, répartie entre 37 314 hommes et 35 709 femmes¹. Elle est</p>				

¹ La désagrégation incluant les enfants n'est pas disponible

		<p>composée de 8 quartiers et est administrée par un conseil communal de 29 membres dirigés par un maire assisté de quatre adjoints.</p> <p>La commune dispose de services déconcentrés de l'Etat qui en réalité se réfèrent à leurs départements respectifs dans le cadre de l'application des politiques sectorielles nationales.</p> <p>ACTION EN COURS :</p> <p>Les actions en cours pour ces déplacés sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation multisectorielle des besoins des ménages par les programmes RRM/NRC, <p>RESUME DES RECOMMANDATIONS PRINCIPALES DE L'ERP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les personnes blessées en cash pour qu'ils puissent acheter leurs ordonnances impayées, - Conduire des séances de sensibilisation liées aux risques de VBG, la documentation civile et la protection de l'enfance, - Assurer la prise en charge psychosociale individuelle et de groupe de personnes déplacées. - Appuyer les PDI dans l'octroi de la documentation civile (les cartes d'identité nationales), - Appuyer les enfants PDI en kits scolaires, - Fournir une assistance alimentaire aux PDI, - Renforcer la résilience des ménages en soutenant les activités génératrices de revenus, - 				
	Niveau de l'alerte	1 (Faible)	2	3	4	5 (Elevé)

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations
---------------------	----------	--------------	-----------------

<p>Sécurité, déplacement et protection générale</p>	<p>La dégradation de la sécurité a impacté la liberté de mouvement des communautés dans leur village de Almaritan cela se caractérise par les attaques de village, les intimidations, les menaces, les vols de bétail, les enlèvements, les arrestations arbitraires suivis de tortures, les assassinats ciblés, les incendies de maisons (des cases traditionnelles) le prélèvement obligatoire de la zakat par les groupes armés à idéologie religieuse. En effet il y a un phénomène très répandu qui est le prélèvement obligatoire de la zakat sur les biens des communautés par les groupes armés. Celui qui refuse de payer la zakat est automatiquement sanctionné par les groupes armés. A Almaritan dans la commune de Hamzakoma qui est la localité d'origine des PDI et les villages environnants, une forte présence des groupes armés à idéologie religieuse qui sèment la terreur. C'est cette insécurité grandissante qui a incité la force Barkhane à faire un ratissage à travers des frappes aériennes le 17 octobre 2021. Ces frappes aériennes de la Barkhane ont fait peur à la communauté et ont occasionné leur déplacement vers la ville de Tombouctou à Djingarey-Ber (Sans Fils) et Bariz. Les personnes arrêtées ou enlevées sont amenées dans en brousse où vivent ces groupes armés à idéologie religieuse. Ces derniers peuvent les garder pour de longues durées avec eux et ces personnes enlevées peuvent également souvent faire objet de torture. Des pertes et abandons de documents d'état civil ont été rapportés lors des groupes de discussion. En effet, les personnes interrogées disent avoir perdu leurs</p>	<p>Aux autorités administratives et politiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les mesures de police pour la sécurisation des personnes et leurs biens dans le village de départ. <p>AU GT Documentation Civile :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les personnes déplacées internes dans l'octroi de la documentation civile (les cartes d'identité).
--	---	--

		<p>documents d'état civil dans l'incendie de leurs maisons (cases). Les causes de ces menaces dans la localité de départ selon les participants des groupes de discussion sont : le paiement de rançon et l'enrôlement forcé des enfants (garçons) dans les groupes armés à idéologie religieuse. Les groupes qui sont les plus exposés sont les hommes actifs et les jeunes garçons et filles.</p> <p>Par ailleurs les personnes déplacées internes lors des groupes de discussion et les échanges avec les informateurs clés affirment se sentir en sécurité dans la localité d'accueil, à savoir Tombouctou, dans les quartiers de Djingarey-Ber, Bariz à cause de la présence des forces armées maliennes (police, gendarmerie, armée) et aussi l'accalmie relative eu sein de la ville en matière de sécurité.</p>	
<p>Mouvement de populations</p>		<p>Selon les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés, les PDI affirment que l'insécurité grandissante, la torture, les frappes aériennes, les enlèvements arbitraires des hommes, le vol de bétail et la peur causée par les groupes armés à idéologie religieuse sont les raisons qui occasionné leur déplacement pour Tombouctou. Les personnes déplacées internes estiment que leur mouvement n'était pas prémédité mais qu'il s'est effectué de façon spontanée. Les chefs de ménage déplacés étaient venus seuls en laissant leurs femmes et enfants dans le village d'origine, deux semaines après ils ont cherché un moyen pour faire venir les autres personnes (leurs femmes et enfants) car les hommes</p>	<p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assister les Personnes déplacées internes en vivres et en kits NFI (couverture, nattes, moustiquaires, habits), - Assister les personnes déplacées internes et les familles d'accueil en vivres.

		<p>constituaient la cible principale des groupes armés à idéologie religieuse. Au cours des entretiens de groupe il est ressorti que certaines personnes déplacées internes ont quitté leur localité d'origine en groupe et les moyens de transport utilisés pour ce déplacement sont la pinasse, le dos d'âne et les véhicules qui étaient de passage dans la zone.</p> <p>Selon les personnes déplacées internes, les itinéraires qu'elles ont emprunté sont les suivants :</p> <p>Hamzakoma- Didi- Tombouctou ; Hamzakoma- Inabahou- Tombouctou et Hamzakoma- Madjakoye- Ber- Tombouctou.</p> <p>Les personnes déplacées internes n'ont pu rien emporter avec elles lors du déplacement et depuis leurs arrivées elles vivent dans des familles d'accueils.</p> <p>Elles souhaiteraient retourner dans leur village d'origine si l'accalmie revient car elles disent se sentir plus à l'aise dans leur village d'origine plutôt qu'en ville dans des familles d'accueil dans des conditions difficiles.</p>	
<p>Cohésion sociale</p>		<p>La cohabitation entre les personnes déplacées Internes est bonne pour le moment. Il ressort des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés que les personnes déplacées entretiennent de bonnes relations avec les communautés car elles vivent chez des personnes qui en plus appartenir au même groupe ethnique ont des</p>	<p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les réseaux actifs de leaders, notamment de femmes et de jeunes, mobilisés pour apporter une réponse à la situation des personnes

		<p>liens de parenté avec elles. Aucun incident pouvant exposer la quiétude sociale n'a été rapporté. Les personnes déplacées internes et les familles d'accueil vivent également en harmonie selon les différents groupes de discussion réalisés. Aucun conflit entre les personnes déplacées internes et familles d'accueil n'a été signalé. Cependant la présence de ces PDI dans les familles augment les dépenses des familles hôtes en terme de facture d'eau et de nourriture cela pourrait entacher les relations pacifiques si le déplacement dure très longtemps sans aucune aide pour les soulager.</p>	<p>déplacées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une assistance aux PDI afin de soulager les familles d'accueil et éviter les risques de tension qui peuvent survenir avec leur prise en charge continu par les familles d'accueil.
<p>Protection de l'enfance</p>		<p>D'après les informations recueillies lors des groupes de discussions, les entretiens avec les informateurs clés et les observations faites directement sur le terrain par les équipes, les enfants déplacés sont en sécurité dans les familles d'accueil contrairement à leur village d'origine où ils vivaient dans une peur constante à cause de violations graves comme : les enlèvements des garçons pour les utiliser dans leurs groupes comme des combattants, le viol des filles², les violences physiques (châtiments corporels, tortures) affligées souvent aux filles qui refusent de se couvrir le corps selon les directives d'habillement des groupes armés à idéologie religieuse.</p> <p>Les enfants sont victimes de ces actes perpétrées à partir de l'âge de 12 ans pour les femmes. Dans la localité de départ, certains enfants se munissaient</p>	<p>Aux acteurs de la protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assister les enfants en kits vestimentaires ; - Faire la prise en charge psychosociale individuelle et en groupes des enfants touchés. <p>Aux acteurs de l'éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les enfants en kits scolaires (cahiers, livres, sacs, bics, règles, ardoises, craies, chiffons etc.)

² D'après les propos recueillis lors des groupes de discussions, aucune des filles déplacées n'en est survivante.

d'armes à feu et des couteaux pour se protéger, et protéger leur bétail quand ils les menaient aux pâturages . Certains parents protègent leurs enfants en les envoyant en exode à Bamako ou ils vont loger chez des parents pour échapper à ces actes et menaces. Ces enfants en exode ont été informés du déplacement de leurs familles et savent où ils sont.

Sur le lieu de déplacement, les enfants sont déscolarisés et il y a aussi des enfants qui n'ont pas été inscrits à l'école cette année du fait de la détérioration de la situation sécuritaire dans leur village d'origine car les groupes armés à idéologie religieuse ont interdit l'école depuis des années. Les écoles ont progressivement fermé. Mais depuis leurs arrivées à Tombouctou dans les familles d'accueil, ils ont été inscrits à l'école grâce avec l'aide des familles d'accueil. Les enfants déplacés dans les quartiers de Djingarey-Ber (Sans Fils) et (Bariz) à Tombouctou sont au nombre de **132 dont 75 garçons et 57 filles**

Cependant la situation d'hébergement en cette période de fraîcheur est préoccupante car les personnes déplacées internes souvent (plus de 4 personnes hommes et femmes plus leurs enfants en plus de leurs hôtes) occupent les mêmes maisons. Du fait que, les personnes déplacées internes sont obligées de vivre dans la promiscuité, cela pourrait conduire à la propagation de certaines maladies et aux risques liés aux violences basées sur le genre comme le viol surtout chez les enfants.

		<p>Aucun enfant non accompagné ou séparé n'a été identifié sur le site mais il est à noter que les filles survivantes de viol ne sont pas au niveau des localités d'accueil. Ils sont restés dans le village d'origine avec leurs parents.</p> <p>Les besoins prioritaires des enfants sont : les vêtements adaptés à la période de fraîcheur, les vivres, les moustiquaires, les couvertures et les kits scolaires (sacs d'écoliers, cahiers pour les enfants en classe de la 1ere A, 2eme A, 3eme A, 4eme A.</p>	
<p>Violences basées sur le genre</p>		<p>Des informations reçues lors des groupes de discussions et des entretiens avec les informateurs clés, il ressort que les personnes déplacées internes ont été victimes de plusieurs types de violences basées sur le Genre et des violations graves de droits de l'homme dans leur village d'origine comme : les enlèvements des hommes et des garçons, les arrestations arbitraires des hommes suivi de tortures (enchaînement et coups de fouet), le prélèvement obligatoire de la zakat et les violences physiques et sexuelles pour le non port des habits noirs par les femmes et les filles.</p> <p>Par contre, à Tombouctou, dans les quartiers de Djingarey-Ber (San Fil) et Bariz, dans les familles d'accueil, aucun cas de violences basées sur le genre n'a été rapporté mais les risques liés aux violences basées sur le genre tels que le viol et l'exploitation sexuelle ne sont pas épargnés car les personnes déplacées internes et les membres des familles</p>	<p>Aux acteurs de VBG et de protection de l'enfant</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenir des séances de sensibilisation pour minimiser les conséquences liées à cette pratique néfaste (mariage précoce/forcé). - Tenir des séances de sensibilisation sur les conséquences des VBG et des conduites à tenir en cas de VBG, - Assurer la prise en charge xx médicale, psychosociale et le suivi des cas de VBG signalés ; - <p>Aux acteurs de la Sécurité alimentaire, Abris/Biens Non Alimentaires :</p>

		<p>d'accueil vivent en promiscuité dans les maisons (plus de 4 personnes hommes et femmes plus leurs enfants avec leurs hôtes). En plus les conditions de précarité dans lesquelles vivent les femmes déjà affectées et les enfants dans les familles d'accueil peuvent favoriser la négligence des enfants (les enfants ne seront plus protégés par leurs parents) principalement pour les femmes qui ne vivent pas avec leurs maris (ils sont partis en exode soit à Bamako ou autres destinations) et conduire aux risques liés à l'exploitation sexuelle (prostitution) de ces femmes alors qu'elles cherchent à répondre aux besoins de leurs enfants.</p> <p>Des informations recueillies ils ressortent souvent des cas de mariage forcé par les groupes armés et des enlèvements des filles à des fins d'esclavage sexuelle. Quant aux garçons ils sont souvent utilisés dans leur groupe comme des combattants (groupes armés à idéologie religieuse).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les personnes déplacées internes en vivres et cash inconditionnel.
<p>Personnes à besoins spécifiques</p>		<p>Il a été rapporté au cours des groupes de discussion, des entretiens avec les informateurs clés et les observations directes de l'équipe des cas de personnes à besoins spécifiques ont été signalé parmi les personnes déplacées internes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 homme âgé d'une soixantaine d'années blessé à la hanche à cause des tortures qu'il a subie lors de son arrestation par les groupes armés à idéologie religieuse ; il aurait reçu un 	<p>Aux acteurs de la santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer un accès rapide et gratuit aux centres de santé dans la ville de Tombouctou afin de couvrir les besoins médicaux des personnes blessées lors de leur détention ; <p>Aux acteurs de la sécurité alimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les ménages vulnérables en vivres,

		<p>appui pour des soins médicaux, d'un parent vivant à l'étranger</p> <ul style="list-style-type: none"> - 02 jeunes garçons âgés de 20 à 25 ans souffrant au niveau des bras et pieds dû au fait qu'ils ont été enchainé pendant 2 mois lors de leurs arrestations par ces mêmes groupes armés à idéologie religieuse. Ils ont reçu un appui pour des soins médicaux, d'un parent vivant à l'étranger. <p>Au cours des groupes de discussions et des entretiens avec les informateurs clés, les personnes déplacées internes disent que les enfants, les jeunes et les hommes sont les plus touchés à cause de leur âge et sexe, les femmes à cause de leur apparence physique, de leur âge, sexe et statut. Les personnes âgées ne sont pas ciblées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les ménages vulnérables en cash
<p>Lutte anti-mine</p>		<p>Les informations reçues des groupes de discussions et les entretiens avec les informateurs clés, montrent que les personnes déplacées internes n'ont aucune connaissance des engins explosifs improvisés à Tombouctou localité d'accueil dans les quartiers de Djingarey-Ber (San Fil et Bariz) mais disent avoir connaissance de la présence des engins explosifs improvisés dans le village d'origine³ car il y'a eu des cas d'incidents liés aux engins explosifs qui ont occasionné la mort de 4 hommes et d'animaux il y a deux mois de cela. La brousse de Hamzakoma la</p>	<p>Aux acteurs de la lutte anti mine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances d'éducation aux risques des mines et autres engins explosifs ainsi que sur leurs méfaits.

³ Aucun endroit précis n'a été cité.

		<p>commune d'origine est une zone que les communautés évitent à cause de la présence de ces engins explosifs improvisés. Tous les groupes de personnes sont exposés aux risques liés à ces engins explosifs improvisés et des restrictions de mouvements par rapport à ces engins. Les personnes déplacées internes affirment n'avoir jamais reçu une éducation sur les engins explosifs improvisés.</p>	
<p>Ressenti psychologique</p>		<p>Selon les informations, il y a des comportements qui montrent des signes de détresse psychologique chez les enfants notamment des cris ou des sursauts pendant le sommeil.</p> <p>Les PDI sont animées par un sentiment de peur, de faiblesse, d'angoisse et de stress. Certaines personnes ont témoigné qu'il y a des cas d'isolement parmi les personnes blessées. D'autres ont partagé faire régulièrement des cauchemars. Ce sentiment est partagé par tous : hommes, femmes, enfants. La plupart des enfants de Djingarey-ber (San Fil) vivaient la peur au ventre chaque jour sur leur site d'origine. Les personnes qui ont été victimes d'enlèvement et de torture montre encore plus de signe de détresse car ils s'isolent souvent, ils sont méfiants et ils font aussi des cauchemars selon les informations recueillies. La majorité des personnes interrogées manifeste un besoin de prise en charge psychosociale.</p>	<p>Aux acteurs de la protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire une prise en charge psychosociale pour les personnes déplacées internes présentant des détresses psychosociales.
<p>Terre, logement, propriété (LTP)</p>		<p>A la lumière des échanges de discussion de groupe, des entretiens avec les informateurs clés et les observations de l'équipe les personnes déplacées</p>	<p>Aux acteurs documentation civile et LTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances de

		<p>internes ne rencontrent aucun problème foncier dans le village d'origine, Les parcelles ne sont pas vendues, elles sont attribuées verbalement de façon traditionnelle et donc il n'y a pas de document foncier, ni de conflit foncier dans la localité d'origine mais ils héritent ces terres de leurs parents.</p> <p>Sur le site de départ l'attribution des terres se fait de manière coutumière. Pour le moment elles disent ne pas rencontrer des problèmes fonciers dans la localité d'accueil mais vivent en promiscuité d'avec les familles d'accueil dans leurs maisons ce qui pourra conduire à des problèmes entre les personnes déplacées internes et les familles d'accueil si cela se poursuit. Les déplacés affirment qu'ils n'ont pas sollicité l'accès à des terres à Tombouctou ville. A Tombouctou ville l'accès à la terre se fait selon le respect des lois et réglementation en vigueur.</p>	<p>sensibilisation sur l'importance des documentations civiles et les procédures d'obtention.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances de sensibilisation sur des documents de propriété.
<p>Accès aux services sociaux de base</p>		<p>Dans le cadre des services sociaux de base, Tombouctou ville disposent de pratiquement de tous les services même s'ils sont payants pour la plus part. Les personnes ont accès à l'eau potable à travers les robinets, il y a un hôpital régional, un centre de santé de référence, un centre de santé communautaire. Les écoles sont fonctionnelles à l'intérieur de la ville.</p> <p>Le problème de santé constitue l'une des plus grosses difficultés à laquelle font face les personnes déplacées internes car elles n'ont pas de moyens financiers pour faire face au paiement des ordonnances (voir le cas des hommes blessés qui ont été consulté mais n'arrivent pas à payer leurs ordonnances). Dans la ville de Tombouctou, les déplacés se soignent à l'hôpital</p>	<p>Aux acteurs de la santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une unité médicale mobile ou un mécanisme d'accès rapide et gratuit aux CSRef ou CSCom dans la ville de Tombouctou afin de couvrir les besoins médicaux <p>Aux acteurs humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les personnes déplacées internes en cash à usage multiple pour répondre à des besoins spécifiques (cas de

		<p>Régional 2 km de leurs habitations mais les frais médicaux constitueraient un obstacle pour la plupart des ménages qui ont perdu leurs biens et ressources. Pour la recherche d'eau, certaines s'approvisionnent au niveau de leurs familles ou chez les voisins de ces familles d'accueil ce qui peut élever le coût des factures d'eau et d'autres achètent de l'eau à raison de 10 FCFA le bidon de 20 litres. Par ailleurs, comme mentionné dans la catégorie « protection de l'enfance », les enfants sont inscrits dans les écoles des quartiers de Djingarey-ber (Sans Fils) et Bariz) mais ont besoins de kits scolaires.</p>	<p>maladie pour l'achat des médicaments, eau, etc...) .</p>
<p>Impact du COVID-19 sur l'environnement de protection</p>		<p>Lors des groupes de discussions et des entretiens avec les informateurs clés il a été rapporté que les personnes déplacées internes n'ont pas été informé de personnes infectées de la COVID 19 dans leur village d'origine mais ont connaissance de quelques mesures barrières grâce aux médias (radio) à savoir : le port du masque l'assainissement des locaux et la distanciation sociale, le lavage des mains au savon. Par contre dans la ville d'accueil, les mesures barrières sont respectées, dans les centres de santé surtout. A la date du 07 novembre 2021, le nombre cumulé de cas de covid-19 dans la ville de Tombouctou était de 573 dont 9 décès.</p>	<p>Aux acteurs de la santé/Covid :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des activités de sensibilisation sur les mesures barrières de la Covid 19 dans les familles d'accueil des déplacés. - Organiser des activités de sensibilisation sur l'importance de faire la vaccination de la Covid sur les sites des déplacés.
<p>Autres</p>		<p>Au terme de l'évaluation, il ressort que les personnes déplacées internes de la commune de Hamzakoma sont arrivées à Tombouctou depuis le 29 du mois d'Octobre 2021 et habitent dans des familles</p>	<p>Aux acteurs de la santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la prise en charge des personnes malades ;

d'accueil à Tombouctou dans les quartiers de Djingarey-Ber (Sans Fils) et Bariz. Elles vivent dans un état préoccupant et ont des besoins urgents en documentation civile, kits vestimentaires pour les enfants surtout en cette période de fraîcheur, les couvertures et dans les domaines de :

La sécurité alimentaire : En raison du caractère brusque du déplacement. Les déplacés n'ont pu apporter avec eux ni vivres, ni bétail. Quant au bétail, il a été emporté laissant les populations dans une vulnérabilité totale.

La santé : Comme mentionné plus haut, les frais de soins constitueraient un obstacle pour les personnes déplacées internes et surtout pour les personnes blessées qui n'arrivent pas à payer leurs ordonnances après consultations à l'hôpital régional de Tombouctou par manque de moyens financiers.

Enfin, toutes les personnes déplacées rencontrées ont signalé un manque de kit de couchage et de moustiquaire pour faire pour éviter le paludisme surtout chez les enfants. Des cas de toux, chez les enfants sont surtout signalés au sein des personnes déplacées.

Aux acteurs humanitaires :

- Appuyer les ménages déplacés internes en AGR.
- Appuyer les PDI en kits NFI (couvertures, moustiquaires, nattes, bidons,)
- Appuyer les enfants PDI en kits vestimentaires.